

# PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES FINANCES  
Service de l'Environnement et du Cadre de Vie

ROUEN, le 16 janvier 2002

Réf. : PB/CB  
Dossier n° 2001/0300  
Affaire suivie par M. BRIERE  
☎ 02 32 76 53.94  
☎ 02 32 76 54.60

**S.A.S. CERPREDI**

**GONFREVILLE L'ORCHER**

**CENTRE DE REGROUPEMENT ET DE  
PRETRAITEMENT POUR LES DECHETS  
INDUSTRIELS SPECIAUX**

**- ARRÊTÉ -**

LE PREFET,

DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
-----

**VU :**

Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L-511-1 et suivants relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

La demande en date du 26 septembre 2000, déposée en Préfecture le 30 janvier 2001, par laquelle la S.A.S. CERPREDI, dont le siège social est 10, rue de l'Abbaye – 76600 LE HAVRE, a sollicité l'autorisation d'exploiter un centre de regroupement et de prétraitement de déchets industriels à GONFREVILLE L'ORCHER, Port Sud du Havre, route des Gabions,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 20 avril 2001 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 21 mai 2001 au 21 juin 2001 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Alain FAURE comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la ville de GONFREVILLE L'ORCHER ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture. <sup>1</sup>

7, place de la Madeleine - 76036 ROUEN Cedex - ☎ 02 32 76 50 00 – Serveur vocal 08.21.80.30.76

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du directeur, chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

L'avis du directeur régional de l'environnement,

L'avis du port autonome du Havre,

La délibération du conseil municipal de ROGERVILLE en date du 29 mai 2001,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 novembre 2001,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 11 décembre 2001,

Les notifications faites au demandeur les 29 novembre 2001 et 13 décembre 2001,

### **CONSIDERANT :**

Que la S.A.S. CERPREDI a sollicité l'autorisation d'exploiter un centre de regroupement et de prétraitement de déchets industriels à GONFREVILLE L'ORCHER, Port Sud du Havre, route des Gabions,

Que la S.A.S. CERPREDI a conçu ses installations de manière à avoir un impact minimum sur l'environnement,

Que les principaux risques inhérents à ce type d'activité sont les suivants :

- incendie et/ou explosion,
- pollution des eaux par les eaux d'extinction en cas d'incendie ou par perte d'étanchéité d'une cuvette de rétention,

- pour éviter le risque d'incendie, des moyens d'extinction seront mis en place et le personnel sera formé à leur utilisation. De plus, les déchets sont stockés par catégorie dans des alvéoles spécifiques. Des déchets incompatibles sont stockés dans des alvéoles distinctes. En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont récupérées dans le bassin étanche prévu à cet effet.

Qu'aux termes de l'article L-512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La S.A.S. CERPREDI, dont le siège social est 10, rue de l'Abbaye – 76600 LE HAVRE, est autorisée à exploiter un centre de regroupement et de prétraitement de déchets industriels spéciaux à GONFREVILLE L'ORCHER, Port Sud du Havre, route des Gabions.

**ARTICLE 2** : La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

**ARTICLE 3** : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

**ARTICLE 5** : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

**ARTICLE 6** : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L-514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

**ARTICLE 7** : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 8** : Conformément à l'article L-514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 9** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 10** : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de GONFREVILLE L'ORCHER, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de GONFREVILLE L'ORCHER.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 16 JAN. 2002

LE PREFET,

Pour ~~par~~ délégation,  
le Secrétaire Général Adjoint

Ampliation,  
le Chef de Service

  
Jean AUGER

Pascal SANJUAN

Prescriptions annexées  
à l'arrêté préfectoral  
du ..1.6.JAN. 2002

---

**SAS CERPREDI**


---

Centre de Regroupement et de prétraitement  
pour les déchets industriels spéciaux

---

Port Sud du Havre  
Route des Gabions  
76 700 Gonfreville l'Orcher

Vu pour la validité de l'arrêté  
en date du 16 JAN. 2002  
16 JAN. 2002  
LE PRÉFET,  
Pour l'Exécution par délégation,  
le Secrétaire Général Adjoint



Pascal SANJUAN

## A : PRESCRIPTIONS GENERALES

### 1 - OBJET

#### 1.1 - Conditions générales de l'arrêté préfectoral

La société SAS CERPREDI, dont le siège social est 575 avenue du Maréchal Juin, 76 235 BOIS GUILLAUME, est autorisée à exploiter une installation de regroupement et de prétraitement de déchets industriels spéciaux, sur la commune de Gonfreville l'Orcher (76 700), Port Sud du Havre, Route des Gabions, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

La capacité maximale de recyclage de l'installation est :

- pour la fabrication d'agents réducteurs (traitement des déchets liquides ou pâteux dans une fosse par mélange avec de la sciure de bois) : 10 000 t/an (60% de déchets, 40% de sciure de bois),
- pour le traitement des emballages souillés (broyage de fûts vides) : 2 000 t/an dont 1 900 t/an de fûts métalliques et 100 t/an de fûts plastiques,
- pour le regroupement et le transit de DTQD et DMS en provenance des ménages : 6 800 t/an
- pour le regroupement et le transit de DTQD en provenance des industriels : 1 000 t/an
- pour le regroupement et le transit de piles : 200 t/an

\*DTQD : Déchets Toxiques en Quantité Dispersée

\*\*DMS : Déchets Ménagers Spéciaux

#### 1.2 - Liste des installations autorisées

L'installation de regroupement et de prétraitement de déchets industriels spéciaux est un établissement classé, soumis à autorisation, au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Rubriques	Intitulés des rubriques	Capacités	Régime
70	Traitement des bains et boues provenant du décrochage des métaux par l'acide nitrique		A
167.A	Installation d'élimination de déchets industriels en provenance d'installations classées - station de transit	Capacité de pré-traitement : 10 000 t/an  Transit et regroupement de déchets : 10 000 t/an  Capacité totale 20 000 t/an	A
167.C	Installation d'élimination de déchets industriels en provenance d'installations classées - traitement		A
322.A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus - station de transit		A
322.B.1	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus - traitement bar broyage		A
286	Stockage et récupération de déchets de métaux. La surface utilisée étant de	1 630 m <sup>2</sup>	A
1530.2	Dépôt de bois papier carton ou matériaux combustibles analogues : La quantité stockée de sciures de bois déshydratées étant de :	16 500 m <sup>3</sup>	D
2515.2	Broyage, .... de produits minéraux naturels ou artificiels La puissance des machines étant de : (10 kW pour l'overband, 10 kW pour l'alimentateur à disque, 20 kW pour le trommel, 10 kW pour les bandes transporteuses, 40 kW pour le broyeur)	90 kW au total	D
1432.2	Stockage de liquides inflammables : 1 cuve de fuel de 5 m <sup>3</sup>	Ceq = 0,33 m <sup>3</sup>	NC
2662 - 2663	Stockage d'emballages plastiques, ...divers Pneus	30 m <sup>3</sup>	NC
2920.2	Installation de compression d'air	10 kW	NC

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non Classé

## **2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1 - Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation, aux produits stockés, aux déchets réceptionnés ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, si ce dernier existe.

### **2.2 - Déclaration des incidents et accidents**

Les accidents, incidents, pollutions accidentelles, survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

Un rapport d'accident, ou sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en palier les effets à moyen ou à long terme.

### **2.3 - Prévention des dangers et nuisances**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté doit être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

### **2.4 - Consignes**

La liste récapitulative des consignes à établir en application du présent arrêté est la suivante.

OBJET/REFERENCE A L'ARTICLE	NATURE DE LA CONSIGNE
Prévention de la pollution de l'eau § 3.1.1	Consigne en cas de pollution accidentelle (par exemple épandage de produits polluants) susceptible de constituer une pollution des rejets aqueux de l'usine.
Prévention des accidents § 4.3.1	Consignes d'utilisation des équipements dangereux. Précautions à observer pour prévenir les risques d'incendie.
Consignes en cas d'accident § 4.3.2	Mesures à prendre en cas d'accident (mise en œuvre des moyens d'intervention, appel de secours, évacuation du personnel).
Consignes en cas de travaux § 4.3.3	Consignes en cas de travaux générant une étincelle ou une flamme.

### **2.5 - Réglementation générale - Arrêtés ministériels**

Les dispositions des textes ci-dessous sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations et à l'ensemble de l'établissement (elles ne font pas obstacle à l'application des dispositions particulières prévues aux titres suivants) :

- \* Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- \* Circulaire du 30 août 1985 relative aux installations de transit, regroupement et de prétraitement de déchets industriels
- \* Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées,
- \* Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction de rejet dans les eaux souterraines,

- \* Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993, puis circulaire du 26 octobre 1996 portant précision à la circulaire précédente concernant la protection contre la foudre de certaines Installations Classées,
- \* Arrêté du 6 mai 1996 relatif aux systèmes d'assainissement non collectifs.
- \* Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- \* Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

## **2.6 - Arrêtés types**

Les installations relevant de la rubrique 1530 et 2515 sont aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées respectivement dans l'arrêté type n°81 bis et dans l'arrêté ministériel du 30 juin, sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.

## **2.7 - Insertion dans le paysage**

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Aucun des déchets à traiter dans l'installation ou en transit ne doit être stocké à l'extérieur du bâtiment de stockage.

## **2.8 - Prise en compte de la loi Littoral**

L'exploitant doit compléter son étude concernant la prise en compte de la loi Littoral sur les aspects suivants :

- par la justification de l'urbanisation envisagée au titre de l'article L146-4 du Code de l'Urbanisme,
- par l'étude de l'impact du projet sur la réserve naturelle située à 150 m.

Cette étude complémentaire devra être réalisée sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle sera transmise à la Direction Départementale de L'équipement, Service de l'Aménagement du territoire, Cité administrative St Sever, 76 032 Rouen cedex.

# **3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

## **3.1 - Prévention des pollutions accidentelles**

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes vers le milieu naturel.

A cet effet, notamment, les points de rejets sont équipés de vannes de barrage manuelles. Ces vannes peuvent être actionnées en toutes circonstances localement. Elles sont signalées par une pancarte. Une consigne doit prévoir la fermeture de ces vannes en cas d'incendie ou de déversement accidentel susceptible de polluer le milieu naturel.

En cas de déversement accidentel de produit sur le sol, celui-ci doit être récupéré dans les meilleurs délais.

## **3.2 - Etanchéification des surfaces**

Hormis les espaces verts, les aires de manœuvre du site sont imperméabilisées au minimum par un revêtement bitume. Le sol du bâtiment de traitement et de stockage est en béton.

## **3.3 - Stockages**

Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.



Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, le volume de rétention doit être au moins égal à :

- dans le cas de liquides inflammables (sauf les lubrifiants) à 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 600 litres.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. A cet effet les eaux pluviales doivent être évacuées conformément au paragraphe 3.11.3.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Le dispositif d'obturation équipant la cuvette de rétention doit présenter ces mêmes caractéristiques et être maintenu fermé.

Les réservoirs et les appareils doivent être fabriqués en matériaux prévus pour résister aux produits mis en œuvre (résistance mécanique et chimique).

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides, liquides ou liquéfiés doit être effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

### **3.4 - Capacité de confinement**

L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour éviter toute pollution de l'environnement par des écoulements accidentels de substances dangereuses polluantes ou toxiques ainsi que par les eaux d'extinction d'incendie.

Il doit disposer notamment, à cet effet, d'une capacité de rétention des eaux d'incendie adaptée aux risques à couvrir.

En tout état de cause, elle doit permettre au minimum de récupérer 240 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction d'incendie. Ce bassin de récupération des eaux d'extinction d'incendie étant commun avec le bassin de récupération des eaux pluviales, l'exploitant doit s'assurer en permanence que le volume de 240 m<sup>3</sup> est disponible. Au minimum, un contrôle journalier du niveau d'eau du bassin doit être effectué. Le résultat de ce contrôle doit être consigné dans un registre.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction d'incendie recueillies dans la capacité ne peuvent être rejetées vers le milieu naturel que si elles respectent les valeurs minimales suivantes :

- |   |                         |
|---|-------------------------|
| - teneurs en hydrocarbures totaux                   | : 15 mg/l (NFT 90203),  |
| - demande chimique en oxygène (DCO)                 | : 300 mg/l (NFT 90101), |
| - matières en suspension (MES)                      | : 100 mg/l (NFT 90105), |
| - demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> ) | : 100 mg/l (NFT 90103). |

Dans le cas contraire, elles sont éliminées dans un centre extérieur dûment autorisé.

Les eaux de lavage du bâtiment de stockage doivent également être récupérées. Elles sont également éliminées dans un centre extérieur dûment autorisé.

### **3.5 - Eaux pluviales polluées**

Des réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant notamment des aires de stationnement, des voiries, des cuvettes de rétention, doivent être aménagés et raccordés chacun à un dispositif de traitement avant rejet au milieu naturel.

Une fois collectées, elles sont dirigées vers le décanteur-séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique correctement dimensionné et sont collectées dans le bassin de 400 m<sup>3</sup>.

Les bassins de récupération des eaux pluviales polluées doivent être étanches.

### **3.6 - Eaux pluviales non polluées**

Les eaux pluviales non polluées sont les eaux de toitures. Elles sont récupérées dans le bassin de 400 m<sup>3</sup>.

Le bassin de 400 m<sup>3</sup> étant dimensionné pour récupérer :

- les eaux de pluies polluées après passage dans le décanteur-séparateur d'hydrocarbures et les eaux pluviales non polluées : 150 m<sup>3</sup>,
- les eaux d'extinction en cas d'incendie : 240 m<sup>3</sup>,

L'exploitant doit mettre en place les dispositions nécessaires au niveau de ce bassin pour s'assurer en permanence qu'un volume de 240 m<sup>3</sup> est disponible.

### **3.7 - Réseau**

Le réseau de collecte des effluents doit discriminer les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un schéma de ce réseau régulièrement tenu à jour et daté doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques,... Il doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Les caniveaux véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

### **3.8 - Prélèvements et consommation d'eau**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

L'eau provenant du réseau public d'adduction d'eau potable ne peut être utilisée à des fins industrielles (la lutte contre l'incendie n'étant pas considérée comme une utilisation industrielle).

### **3.9 - Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduelles même traitées dans une nappe souterraine est interdit.

### **3.10 - Entretien du décanteur-séparateur d'hydrocarbures**

Les bacs de prétraitement et le décanteur-séparateur d'hydrocarbure est vidangé périodiquement, au minimum 1 fois par an et autant de fois qu'il s'avère nécessaire, par une entreprise spécialisée, dûment autorisée.

Un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu :

- quantité évacuée,
- adresse du collecteur,
- adresse de l'éliminateur,
- date.

Les bacs de prétraitement doivent pouvoir être visitables facilement au moyen de regards.

### **3.11 - Valeurs limites de rejet**

#### **3.11.1 - Généralités**

Les valeurs limites, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées à l'article 3.11.3.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit.

### 3.11.2 - Emplacement des rejets au milieu naturel - Aménagement

Les eaux pluviales ne sont pas rejetées dans le milieu naturel. Elles sont stockées dans le bassin de récupération des eaux pluviales et sont évacuées lorsque le volume stocké dans le bassin, qui fait également office de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie, atteint 160 m<sup>3</sup>.

### 3.11.3 - Eaux résiduaires - Eaux pluviales

Les eaux résiduaires comprennent les eaux pluviales polluées.

En cas de pompage et d'évacuation des eaux pluviales du bassin, ces dernières doivent respecter les caractéristiques minimales suivantes : absence de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés.

Paramètres	Concentration maximale instantanée	Norme
Débit		
pH	5,5 < pH < 8,5	NFT 90008
Température	< 30°C	
MEST	30 mg/l	NFT 90105
DBO <sub>5</sub>	100 mg/l	NFT 90103
DCO	120 mg/l	NFT 90101
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	NFT 90203

### 3.11.4 - Eaux vannes

Les eaux vannes sont traitées sur le site, conformément à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 6 mai 1996).

### 3.12 - Contrôles extérieurs

Des mesures sur les rejets aqueux peuvent être effectuées par un organisme agréé sur demande de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant doit assurer, à l'organisme retenu, le libre accès aux émissaires concernés, sous réserve du strict respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement, et lui apporter toute aide nécessaire à la réalisation des prélèvements ou analyses.

Sont portés à la charge de l'exploitant, les frais occasionnés par les contrôles des effluents ou de leurs effets sur le milieu naturel réalisés à la demande de l'Inspection des Installations Classées et par les contrôles réalisés en application de la réglementation en vigueur.

## 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

### 4.1 - Emissions de polluants - Brûlage

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Notamment, tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

### 4.2 - Conception des installations

Les installations sont conçues, équipées, et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère. Par ailleurs, toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant recherche par tout moyen, notamment à l'occasion d'opérations d'entretien ou de remplacement de matériels à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère.

Les émissions de poussières doivent être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage doit permettre sans dilution le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

#### **4.3 - Emissions diffuses - Poussières**

Les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement bitumineux, revêtement en béton, etc.), et convenablement nettoyées,
- les différents moteurs de l'établissement sont régulièrement entretenus et révisés,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

Les stockages des produits en vrac doivent être réalisés uniquement dans le bâtiment de stockage.

#### **4.4 - Odeurs**

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les odeurs provenant des installations.

### **5 - RECYCLAGE ET ELIMINATION DES DECHETS**

#### **5.1 - Prévention**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter la production de déchets, sous produits et résidus de fabrication.

La valorisation des déchets sera préférée à tout autre mode de traitement, ceci afin de limiter notamment la mise en décharge.

Une information doit être réalisée à l'attention du personnel pour toutes les opérations ayant trait à la collecte, au tri, à la manutention et au stockage des déchets.

#### **5.2 - Collecte**

Les déchets industriels banals et spéciaux sont stockés séparément dans des bennes ou fûts clairement identifiés. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter l'envol des déchets légers et la percolation des eaux pluviales à travers les déchets susceptibles de polluer le milieu naturel.

Les bennes de papier carton et de plastiques sont protégées afin d'éviter l'envol de ces derniers.

Afin de favoriser leur valorisation, les emballages ne doivent pas être mélangés à d'autres déchets qui ne peuvent être valorisés par la même voie.

#### **5.3 - Elimination**

Les déchets industriels sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre du code de l'environnement, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en prouver l'élimination sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les principaux déchets faisant l'objet d'une élimination extérieure sont les suivants :

Désignation des déchets	Code déchet	Quantité moyenne annuelle (valeur indicative)	Filière d'élimination (code étude déchets)
Papier, carton (emballages)	150101	4 m <sup>3</sup>	Recyclage matière
Plastiques (emballages)	150102	1 m <sup>3</sup>	Recyclage matière
Boues du séparateur hydrocarbure	190804	4 m <sup>3</sup>	Traitement par évapo- incinération
Bois (palettes)	150103	200 palettes	Recyclage matière

Pour un déchet donné, le passage du niveau de la filière d'élimination de n à n+1 ou le changement de la filière d'élimination au sein d'un même niveau, telle que définie dans l'étude déchets et dans la circulaire du 28 décembre 1990 relative aux études déchets des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, devra être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées.

Toute incinération à l'air libre de déchets, en dehors des essais incendie, est interdite.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets doivent être conservés au moins 3 ans.

#### **5.4 - Transport et transvasement**

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport, de transvasement, ou de chargement.

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume.

#### **5.5 - Registre**

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

A cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour :

- nature et quantité des déchets de l'établissement, en distinguant les déchets d'emballage,
- classification des déchets suivant la nomenclature officielle du 11 novembre 1997,
- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- identité des entreprises assurant les enlèvements de déchets,
- identité des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination,
- les termes du contrat de cession passé avec l'exploitant agréé ou l'intermédiaire déclaré pour les déchets d'emballage. Le contrat mentionnera la nature et les quantités de déchets d'emballage pris en charge.

Ce registre est mis, à sa demande, à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

#### **5.6 - Application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985**

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985, notamment en ce qui concerne l'émission d'un bordereau de suivi (annexes II et III).

L'exploitant fait parvenir trimestriellement avant le 10 du mois suivant à l'Inspection des Installations Classées un état récapitulatif de la production et de l'élimination des déchets générés dans son établissement, sous la forme d'un des formulaires prévus aux annexes IV de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les déchets visés par ces obligations définies aux paragraphes 5.5 et 5.6 sont ceux de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 et de l'article 3 du décret du 19 août 1977.

#### **5.7 - Traitements internes**

En l'absence d'autorisation préfectorale tout traitement interne par incinération ou par mise en décharge est interdit.

### **5.8 - Déchets d'emballages**

Dans la mesure où le volume hebdomadaire des déchets d'emballages est supérieur à 1 100 litres et en vertu du décret du 13 juillet 1994 réglementant l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages, l'exploitant est tenu :

- soit d'éliminer ou de faire éliminer ces emballages par valorisation matière ou énergétique dans des installations agréées,
- soit de les remettre à un intermédiaire assurant une activité de transport, négoce, courtage de déchets régie par l'article 8 du décret susvisé.

Dans le cas de cession des déchets à un tiers, celle-ci doit faire l'objet d'un contrat.

### **5.9 - Déchets ultimes**

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002, les déchets envoyés en décharge ne peuvent être que des déchets ultimes.

#### **5.10 - Huiles usagées**

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.

## **6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES**

### **6.1 - Prévention**

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Pour limiter la propagation des émissions sonores, les mesures suivantes sont prises : les camions circulent ou manœuvrent sur le site à allure très réduite et pendant la journée de 6 heures à 20 heures.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont applicables.

### **6.2 - Transport - Manutention**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention (chariots élévateurs) et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

### **6.3 - Avertisseurs**

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **6.4 - Niveaux sonores en limite de propriété**

Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas excéder les valeurs suivantes en limite de propriété :

Le jour : 7 h 00 à 22 h 00	La nuit : 22 h 00 à 7 h 00
70 dB(A)	60 dB(A)

De plus, s'il y a un *bruit à tonalité marquée* au sens de l'annexe 1.9 de l'arrêté du 23 janvier 1997, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer **une émergence** supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est mesurée dans les zones d'émergence réglementées au voisinage de l'installation, telles que les zones constructibles existantes, les locaux occupés (industriels, artisans) ou habités par des tiers et tout local s'implantant ultérieurement dans les zones constructibles connues à la date de notification du présent arrêté.

#### **6.5 - Mesure des valeurs d'émission**

L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. La première mesure sera réalisée 3 mois à compter du début de l'exploitation de l'installation.

Ces mesures se font aux emplacements définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

La périodicité des mesures de bruit pourra être révisée en cas de modification des installations de l'exploitant ayant un impact sur les niveaux sonores ou en cas de changement de voisinage.

La durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.

L'exploitant ouvre un registre dans lequel il reporte les éléments suivants :

- carte localisant toutes les zones d'émergence réglementées existantes au moment de la notification de l'arrêté,
- la définition des points de mesure dans les zones précédentes,
- la fréquence des mesures de bruits à effectuer.

Les éléments constituant ce registre doivent être soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

Dans la mesure où les limites sonores fixées à l'article 6.4 ne sont pas respectées, les résultats de mesure seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

### **7 - PREVENTION DES RISQUES**

#### **7.0 - Gestion de la prévention des risques**

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

L'exploitant procède à l'information du personnel de son établissement concernant les risques technologiques majeurs et rend possible le confinement du personnel dans les locaux existants en cas d'accident.

## **7.1 - Consignes**

### **7.1.1 - Consignes de sécurité**

Les consignes d'utilisation des équipements dangereux sont écrites et connues du personnel qui intervient sur ces équipements. Ces consignes de sécurité sont affichées bien en évidence.

De plus, le personnel doit être averti des risques d'incendie présentés par les déchets entreposés et des précautions à observer.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits stockés et des produits dangereux présents dans l'installation. Les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **7.1.2 - Consignes en cas d'accident**

Le personnel doit être averti des mesures à prendre en cas d'accident. Il dispose de consignes de sécurité et d'incendie pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, pour l'évacuation des personnels et l'appel des secours extérieurs.

Au moins une personne parmi le personnel présent pendant les heures de travail, doit avoir suivi une formation d'intervention en cas d'incendie.

### **7.1.3 - Permis de feu ou de travail**

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en œuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Aucune intervention ne sera réalisée sans information précise de l'entreprise extérieure réalisant les travaux. Toute ouverture de chantier, réalisé par des entreprises extérieures donne lieu à l'établissement d'un plan de prévention conformément au décret n° 92.158 du 20 février 1992. Le permis de travail ou de feu et la consigne particulière doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Cette consigne définit les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivrés est compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance. Ces permis de feu ou de travail ne sont valables qu'une journée.

De plus, le personnel technique est chargé d'inspecter le chantier en fin de travaux pour s'assurer qu'il est inoffensif.

Dans le cas de travaux par points chauds, il sera procédé à une aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux.

## **7.2 - Vérification**

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité et de secours, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre de sécurité des lieux de travail permettant d'apprécier la continuité du niveau de sécurité de l'établissement, avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications techniques (électricité, chauffage...),
- personne et/ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident,
- les dates des exercices ainsi que les observations auxquelles ils ont pu donner lieu,
- les consignes de sécurité.



Ce registre est tenu à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

### **7.3 - Organes de manœuvre**

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels que vannes de gaz, coupure alimentation BT, arrêts coups de poing, ... sont implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis.

### **7.4 - Installations électriques et risques liés à la foudre**

Les installations électriques sont vérifiées régulièrement par un organisme agréé. Elles sont réalisées conformément à la norme française C 15.100 et à l'arrêté du 31 mars 1980. Ces installations sont vérifiées annuellement par un organisme agréé.

Toutes les installations métalliques sont mises à la terre et reliées par des liaisons. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, la valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Les installations doivent être protégées contre les effets de la foudre, conformément aux normes NFC-17100 et 17.120 ou autres textes ou normes listés à l'annexe C de la circulaire du 28 octobre 1996.

### **7.5 - Affichage**

Sont affichés bien en évidence, dans chaque local ou dégagement desservant un groupe de locaux, notamment à l'entrée de l'établissement, dans les bureaux, aux abords des installations et dans les vestiaires :

- la liste et l'emplacement des matériels d'extinction et de secours et le personnel chargé de sa mise en œuvre,
- les personnes désignées pour diriger l'évacuation des occupants,
- les moyens d'alerte et les personnes chargées de cette tâche,
- l'adresse et le numéro d'appel téléphonique des sapeurs-pompiers,
- les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie,
- les consignes de sécurité.

### **7.6 - Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre**

#### **7.6.1 - Poteaux incendie**

L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie par un poteau de 2\*100 mm normalisé (NFS 61.213), piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 2000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placés à moins de 100 mètres de l'entrée principale du bâtiment, par des chemins praticables.

Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

L'exploitant fait réceptionner ce poteau, dès sa mise en eau, en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

#### **7.6.2 - RIA**

Un réseau de RIA est judicieusement implanté dans le bâtiment de stockage et de traitement des déchets. Les RIA, de diamètre nominal 40 mm, sont disposés de manière à ce que tout point du bâtiment puisse être attaqué simultanément par deux jets de lance. Ils sont protégés du gel. Ils sont conformes aux normes françaises NFS 61.201 et NFS 62.201.

#### **7.6.3 - Extincteurs**

Des extincteurs mobiles, appropriés aux risques encourus, sont disponibles sur le site en nombre suffisant (à l'intérieur du bâtiment de stockage, bureaux, etc). Les extincteurs sont repérés par des pancartes, vérifiés périodiquement et la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

### **7.7 - Exercices Incendie et information du personnel**

Le personnel de l'établissement doit être formé à la manœuvre des moyens de secours (extincteurs, RIA), à la conduite à tenir en cas de sinistre ou d'une situation dangereuse et aux consignes de mise en sécurité des installations avec la localisation du matériel de sécurité et des coupures de sources d'énergie. Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie doivent avoir lieu **au moins tous les 6 mois** et être transcrits sur le registre de sécurité avec les observations s'y rapportant.

### **7.8 - Alarme d'évacuation**

L'établissement est doté d'un système d'alarme sonore, fixe, distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement. Ce système est audible en tout point des bâtiments pendant le temps nécessaire à l'évacuation. Le choix du matériel d'alarme est laissé à l'initiative du chef d'établissement. L'exploitant assure le fonctionnement du dispositif d'alarme d'évacuation au moyen de commandes judicieusement réparties.

### **7.9 - Evacuation du personnel**

Les chemins d'évacuation du personnel doivent être matérialisés et doivent être maintenus constamment dégagés afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel.

### **7.10 - Information des Services de Secours**

Les plans suivants sont transmis au Service Prévention - D.D.S.I.S. - 6, rue du Verger - BP 78 - 76192 YVETOT Cedex, en vue de permettre à ce dernier de répertorier l'établissement :

- le plan de masse (accès, poteaux incendie, RIA, etc),
- le plan de situation (sens de la circulation),
- les plans de niveaux faisant apparaître tous les locaux et les cheminements

### **7.11 - Protection des installations électriques contre les poussières**

En vue de prévenir l'inflammation des poussières, tout appareillage électrique susceptible de donner des étincelles tels que moteurs non étanches à balais, rhéostats, fusibles, coupe-circuit, etc, est convenablement protégé et fréquemment nettoyé.

### **7.12 - Accès de secours - Voies de circulation**

L'accès à l'entrepôt est possible par un portail.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptibles de gêner la circulation.

Il convient de prévoir l'accès des engins des sapeurs-pompiers en aménageant à partir de la voie publique et sur le périmètre de l'entrepôt, une voie carrossable répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 4 mètres,
- hauteur disponible : 3,5 m
- pente maximale : 15 %
- rayon de braquage intérieur : 11 mètres,
- surlargeur  $S = 15 / R$  dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres),

### **7.13 - Clôture - Gardiennage**

L'établissement est entouré d'une clôture efficace de 2 mètres de hauteur et résistante, afin d'en interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture. Les portails sont fermés quotidiennement. Les accès sont contrôlés, notamment la réception des chauffeurs.

Les portes du bâtiment de stockage doivent être impérativement fermées en dehors des heures d'ouverture.

L'établissement doit disposer d'un appareil téléphonique relié au réseau afin de pouvoir appeler les divers services de secours. Les divers numéros concernant ces secours sont affichés près du téléphone.

## **8 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **8.1 - Contrôle**

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

### **8.2 - Transfert - Changement d'exploitant**

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une autorisation adressée au Préfet.

### **8.3 - Annulation - Déchéance - Cessation d'activité**

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où l'installation n'aurait pas été mise en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit en informer le Préfet au moins un mois avant la date d'arrêt.

Simultanément, l'exploitant doit adresser au Préfet, un dossier comprenant :

- le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt,
- un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :
  - \* les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets,
  - \* les mesures envisagées ou prises pour la dépollution des eaux et sol éventuellement pollués,
  - \* les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées et dégazées. Elles sont si possible enlevées.

## **B - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES**

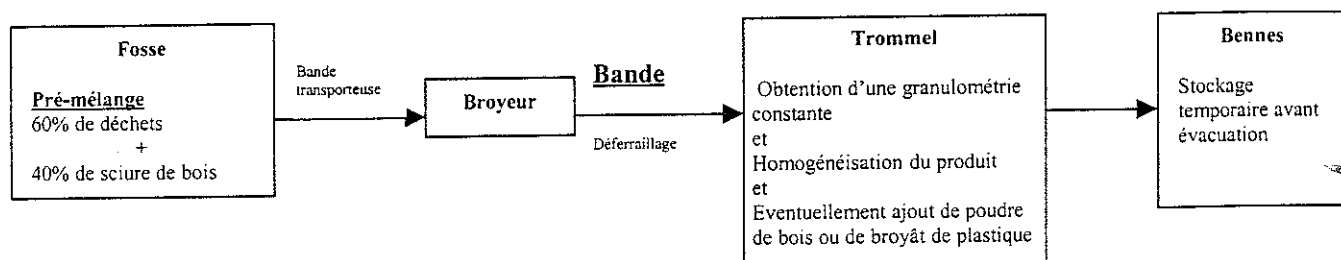
### **1 – ACIVITES**

#### **1.1 - Installation de traitement : Fabrication d'agents réducteurs**

Les déchets liquides ou pâteux sont livrés soit en vrac soit en fûts, sur le site. Les déchets, satisfaisants aux modalités d'admission, sont déversés immédiatement dans la fosse pour traitement. Seuls des lots homogènes peuvent être traités en même temps dans la fosse.

Les déchets liquides ou pâteux sont déversés dans la fosse couverte et sont mélangés avec de la sciure de bois.

Une fois le pré-mélange effectué, le déchet transite par un broyeur, puis un trommel via une bande transporteuse équipée d'un overband (déferrailage).



De la poudre de bois ou du broyat de plastique (chloré ou non) peuvent être ajoutés au mélange afin d'améliorer la fluidité ou le pouvoir calorifique de l'agent réducteur.

L'agent réducteur ainsi obtenu est stocké dans une benne et envoyé immédiatement chez l'éliminateur (Société CITRON). Il n'y a pas de stockage de produits finis sur le site.

#### **1.2 – Installation de traitement : Broyage de fûts souillés**

Seuls des fûts plastiques ou métalliques vides peuvent être broyés sur le site, y compris ceux ayant contenu des déchets liquides ou pâteux ayant servi à fabriquer des agents réducteurs.

Les fûts sont stockés dans une alvéole spécifique. La quantité maximale de stockage de cette alvéole est de 5 tonnes.

Les fûts une fois broyés, sont stockés dans des bennes à ferraille de 15 à 30 m<sup>3</sup> (10 tonnes maximum). Ces bennes restent stockées à l'intérieur du bâtiment dans l'attente de leur enlèvement par un éliminateur agréé.

#### **1.3 – Plate-forme de transit : Regroupement et transit de déchets**

Les déchets sont stockés à l'intérieur du bâtiment de stockage, dans des alvéoles spécifiques.

Les piles sont stockées dans des containers différents en fonction de leur nature. Aucune pile au lithium ne doit être réceptionnée sur le site.

Les DTQD et les DMS sont stockés dans des petits conditionnements (jusqu'à 120 l maximum), sur une aire de stockage spécifique, munie d'une rétention.

Les tubes fluorescents en kit (1 000 tubes) sont stockés en caisses en carton ou en caisses en bois, dans une alvéole spécifique.

### **2- DECHETS AUTORISES**

#### **2.1 – Déchets autorisés, quantité et stock**

Les déchets autorisés sur le site sont détaillés en annexe 1 (codes déchets de la nomenclature déchet publiée dans l'avis du 11 novembre 1997).

Le tableau ci-dessous récapitule les quantités maximales de recyclage autorisées ainsi que les stocks maximaux autorisés sur le site.

	Capacité maximale de recyclage en tonnes/an	Stock maximal présent sur le site en tonnes
Fabrication d'agents réducteurs	10 000 t/an (6 000 t de déchets + 4 000 t de sciure de bois)	16 t de déchets à traiter 52 t de sciure de bois
Traitement des emballages souillés	2 000 t/an dont - 1 900 t/an de fûts métalliques - 100 t/an de fûts plastiques	8 t de fûts métalliques 2 t de fûts plastiques
Regroupement et transit de *DTQD et **DMS en provenance des ménages	2 000 t/an	10 t
Regroupement et transit de DTQD en provenance des industriels	1 000 t/an	5 t
Regroupement et transit de piles	200 t/an	1 t

\*DTQD : Déchets Toxiques en Quantité Dispersée  
\*\*DMS : Déchets Ménagers Spéciaux

## 2.2 – Origine des déchets

Les déchets qui seront pré-traités ou qui transiteront dans l'installation proviennent des régions de Haute-Normandie et de Basse-Normandie, excepté pour les piles qui pourront provenir de toutes les régions françaises.

## 2.3 – Cas des déchets à traiter (déchets liquides ou pâteux et fûts)

### Traitement des déchets liquides ou pâteux

Ne pourront être admis dans les installations de la SAS CERPREDI qu'en tant que déchets liquides et pâteux, les seuls déchets susceptibles d'être éliminés, après le traitement prévu dans ses installations, par la société CITRON, dans le cadre de l'autorisation installation classée dont bénéficie cette dernière.

Les déchets proviendront de centres de transit et de regroupement, qui collecteront ces déchets liquides ou pâteux auprès d'industriels et les regrouperont par nature. Ils répondront aux limites maximales suivantes, compatibles avec celles admises à l'entrée de la société CITRON :

Eléments chimiques	Valeur maximale admissible dans les déchets entrants
Fluor total (F)	1 %
Phosphore (P)	5 %
Germanium (Ge)	5 %
Arsenic (As)	1 %
Sélénium (Se)	0.1 %
Brome (Br)	0.1 %
Cadmium (Cd)	5 %
Etain (Sn)	5 %
Antimoine (Sb)	5 %
Tellure (Te)	0.1 %
Iode (I)	0.1 %
Baryum (Ba)	5 %
Plomb (Pb)	5 %
Bismuth (Bi)	5 %
PCB-PCT-PCP	< 50 ppm

Certains métaux et éléments chimiques contenus dans les déchets seront admis sans valeurs limites de concentration comme : carbone, sodium, manganèse, aluminium, silicium, soufre, chlore, potassium, calcium, vanadium, chrome, magnésium, fer, cobalt, nickel, cuivre, zinc, zirconium, molybdène, argent, tungstène, mercure.

L'établissement est tenu de refuser tout déchet :

- dont le mode de conditionnement est non conforme à celui annoncé par le producteur dans la fiche de renseignements pour l'établissement du Certificat d'Acceptation Préalable,
- transporté dans un véhicule non adapté ou ne présentant pas les dispositifs adéquats de sécurité pour prévenir et combattre les risques liés au dépotage ou au déchargement,
- que ses installations ne lui permettent pas de traiter, sauf pour le transit,
- non compatible avec ses moyens de lutte incendie.

### Préparation des fûts

Ne pourront être admis dans les installations de la SAS CERPREDI qu'en tant que déchets d'emballage métallique ou plastique, les seuls déchets susceptibles d'être éliminés, après le traitement prévu dans ses installations, par la société CITRON, dans le cadre de l'autorisation installation classée dont bénéficie cette dernière.

Les déchets proviendront de centres de transit et de regroupement, qui collecteront ces déchets d'emballage (fûts métalliques ou fûts plastiques) auprès d'industriels et les regrouperont par nature. Ils répondront aux limites maximales suivantes, compatibles avec celles admises à l'entrée de la société CITRON :

Eléments chimiques	Valeur maximale admissible dans les déchets entrants
Fluor total (F)	1 %
Phosphore (P)	5 %
Germanium (Ge)	5 %
Arsenic (As)	1 %
Sélénium (Se)	0.1 %
Brome (Br)	0.1 %
Cadmium (Cd)	5 %
Etain (Sn)	5 %
Antimoine (Sb)	5 %
Tellure (Te)	0.1 %
Iode (I)	0.1 %
Baryum (Ba)	5 %
Plomb (Pb)	5 %
Bismuth (Bi)	5 %
PCB-PCT-PCP	< 50 ppm

Certains métaux et éléments chimiques contenus dans les déchets seront admis sans valeurs limites de concentration comme : carbone, sodium, manganèse, aluminium, silicium, soufre, chlore, potassium, calcium, vanadium, chrome, magnésium, fer, cobalt, nickel, cuivre, zinc, zirconium, molybdène, argent, tungstène, mercure.

L'établissement est tenu de refuser tout déchet :

- dont le mode de conditionnement est non conforme à celui annoncé par le producteur dans la fiche de renseignements pour l'établissement du Certificat d'Acceptation Préalable,
- transporté dans un véhicule non adapté ou ne présentant pas les dispositifs adéquats de sécurité pour prévenir et combattre les risques liés au dépotage ou au déchargement,
- que ses installations ne lui permettent pas de traiter, sauf pour le transit,
- non compatible avec ses moyens de lutte incendie.

### 2.4 – Cas des déchets de la plate-forme de transit

Les déchets de la plate-forme de transit sont ceux définis en annexe 1. Après leur acceptation sur le site, ils ne peuvent subir que les opérations suivantes :

- stockage en fûts sans transvasement ni reconditionnement,

- transvasement en cuve ou en citerne d'un même déchet d'un même producteur sans mélange,
- immobilisation de véhicules contenant des déchets industriels.

Les déchets admis sur la plate-forme de transit doivent respecter les caractéristiques minimales suivantes :

- teneur en chlore organique : < 10 %
- point éclair : > 55 °C
- concentration en métaux lourds :
  - > Cd + As + Cr + Hg <= 100 ppm soit 0,1 %
  - > Pb + Zn + Sn < 10 000 ppm soit 1 %
- absence d'odeur gênante,

Contrôles à préciser.

### Cas particulier des piles

Les piles réceptionnées sur le site sont livrées en containers et ne sont pas triées (containers de déchetterie ou de grandes surface, ...). Le tri de ces piles doit être réalisé dès réception. En cas de présence de piles au lithium, ces dernières doivent être impérativement retournées au producteur sans délai.

### 2.5 – Déchets interdits

Sont interdits les déchets contenant :

- des produits explosifs (perchlorate, peroxyde,...), et aérosols
- des produits lacrymogènes,
- tout produit radioactif,
- des polychlorobiphényles (P.C.B., P.C.T.,...), ou produits en contenant à des teneurs > 50 mg/kg,
- des déchets hospitaliers,
- des produits pollués par des germes pathogènes,
- et plus généralement tout produit conférant au déchet un danger réel lors des manipulations, transfert ou incinération,
- les déchets d'origine étrangère.

## 3 - FILIERES

Les déchets liquides ou pâteux, une fois traités en temps qu'agents réducteurs, sont envoyés chez la société CITRON.

Les fûts métalliques ou plastiques, une fois broyés et cisailés, sont envoyés chez la société CITRON.

Désignation des déchets	Quantité moyenne annuelle (valeur indicative)	Filière d'élimination prévue (liste non exhaustive) (code étude déchets)
Déchets liquides ou pâteux répondant aux critères d'acceptation pour le traitement	6 000 t	Valorisation : CITRON à Rogerville (76)
Déchets liquides ou pâteux ne répondant pas aux critères d'acceptation pour le traitement		Elimination <ul style="list-style-type: none"> <li>- SARP à Limay (78)</li> <li>- SEDIBEX à Sandouville (76)</li> <li>- LABO SERVICE à St Aubin Les Elbeuf (76)</li> </ul>
Emballages souillés	2 000 t	Valorisation : CITRON
DTQD industriels	1 000 t	Traitement physico-chimique ou incinération spécifique
DTQD et DMS des ménages	2 000 t	
Kit : tubes fluorescents		Valorisation : CITRON ou EDF
Piles	200 t	Valorisation de la matière

Toute modification fera, au préalable, l'objet d'une déclaration au Préfet, en application des dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

#### **4 - MOYENS D'ANALYSE**

Un laboratoire est installé à l'entrée du centre de transit et de traitement, afin de réaliser notamment, les analyses de caractérisation nécessaires à l'identification des déchets industriels spéciaux.

Ce laboratoire est placé sous la direction d'un chimiste compétent en matière d'analyse de déchets industriels.

Ce laboratoire est doté des appareils nécessaires pour pouvoir analyser tous les paramètres de caractérisation et de contrôle définis par le présent arrêté selon les méthodes normalisées et avec une précision compatible avec les niveaux à mesurer. Il devra disposer au minimum du matériel d'analyse suivant :

- balance de précision,
- four à 1 000°C,
- étuve ventilée,
- calorimètre,
- rampes chauffantes et plaques chauffantes,
- spectrophotomètre d'absorption atomique ou torche à plasma,
- chromatographe en phase gazeuse,
- détecteur de radioactivité,
- appareil de mesure du point éclair.

#### **5 - PROCEDURES D'ADMISSION DES DECHETS**

##### **5.1 Procédure d'acceptation**

Préalablement à toute réception de déchets sur le site, ces déchets devront être soumis à une procédure d'acceptation, visant à définir leur acceptabilité ou non sur le centre, selon les caractéristiques définies à l'article 2 ci-dessus.

Ce dossier fournira au moins les informations prévues à l'annexe de la circulaire du 30 août 1985 relative aux installations de transit, regroupement et prétraitement des déchets industriels, notamment

- une fiche d'identification du déchet : activité génératrice du déchet, code nomenclature déchet, caractéristiques du déchet, prétraitement éventuel, ....
- une fiche fournissant les résultats d'analyse et de test effectués sur un échantillon représentatif du déchet.

Dans le cas de déchets livrés en petites quantités (emballage de capacité unitaire inférieur ou égal à 30 litres), un inventaire est dressé par le producteur. Si l'exploitant estime les renseignements insuffisants pour prononcer l'admission préalable, il doit alors procéder ou faire procéder par le producteur à toutes les investigations qu'il juge nécessaires.

Dans le cas de déchets devant subir un traitement, une vérification de la compatibilité du déchet avec le procédé de traitement autorisé sera effectuée.

##### **5.2. Certificat d'acceptation**

À la suite de la réalisation de la fiche d'identification et après avoir vérifié la compatibilité du déchet avec les critères de l'exploitation et de ceux fixés par le présent arrêté, un certificat d'acceptation, valable un an, sera délivré au producteur de déchet.

Pour chaque type de déchet, le certificat d'acceptation sera rédigé en au moins 4 exemplaires dont la ventilation sera la suivante :

- 1 ex conservé sur le site,
- 1 ex remis au producteur,
- 1 ex remis au transporteur collecteur,

La fréquence de renouvellement des certificats est annuelle. Ce renouvellement ne pourra se faire qu'à l'issue d'une nouvelle procédure d'acceptation complète.

Par ailleurs, tout changement dans la nature du déchet doit entraîner la demande d'un nouveau certificat.

L'acceptation est faite sous la responsabilité de l'exploitant.



### **5.3 – Contrôle des déchets**

Toute arrivée de déchets sur le centre fait l'objet des contrôles minimaux suivants :

- 1 - Existence d'un bordereau de suivi de déchets industriels (dûment complété) au titre de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985,
- 2 - Existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité,
- 3 - Contrôle qualitatifs et quantitatifs du chargement. Vérification de l'admissibilité du déchet. Analyses effectuées par le laboratoire sur un échantillon du déchet. Détermination des valeurs des paramètres suivants : pH, estimation du point éclair, teneur en chlore total, fluor, brome, iode, soufre, phosphore et métaux lourds (Cd, Ti, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V, Sn, Se, Te, Zn, Ti, Ge, Ba, Bi). Sur les déchets liquides minéraux, il est effectué une analyse des azote total et une recherche de cyanure
- 4 - Contrôle de la radioactivité,
- 5 - Prélèvement d'échantillons.

En cas d'absence d'un des documents de suivi ou de non-conformité avec le déchet annoncé ou d'absence de rendez-vous préalable, le chargement est refusé.

En cas de refus d'une livraison, l'exploitant doit en informer l'Inspection des Installations Classées (par fax) le jour même, en précisant :

- la date et l'heure du refus,
- le producteur (nom et adresse),
- la nature du déchet (nom, code nomenclature)
- le nom du transporteur et le n° d'immatriculation du véhicule,
- le motif du refus.

### **6 – TRANSIT ET/OU REGROUPEMENT**

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et des risques dans son installation.

L'exploitant doit être informé des problèmes que peuvent créer les mélanges et, en cas d'erreur, des dangers et surcoûts qu'ils peuvent créer pour les centres d'élimination.

### **7 – STOCKAGE DES DECHETS**

Toutes les dispositions sont prises pour qu'un lot de déchets admis ne séjourne jamais plus de 90 jours sur le centre de transit.

L'exploitant débarrasse l'aire de stockage de tout contenant percé ou fuyard dès sa détection.

Le stockage des déchets doit être réalisé de façon à ce que les produits incompatibles

- ne soient pas stockés dans la même alvéole,
- ne puissent avoir aucun contact.

Des alvéoles dédiées aux différentes catégories de déchets doivent être mises en place et aménagées en conséquence : rétention, moyens de lutte contre l'incendie spécifiques, affichage des précautions à prendre, .... (cf plan en annexe)

### **8 - ENLEVEMENT DES DECHETS TRAITES**

Des analyses de vérification et une surveillance étroite du procédé seront effectuées par l'exploitant.

Ce dernier informera le responsable de l'installation de regroupement d'où proviendront les déchets :

- du procédé de prétraitement dont il dispose et de la destination finale qu'il donne à ses déchets ;
- de toutes anomalies survenues sur les déchets dans le prétraitement ou dans le traitement ultérieur (déchet non conforme, substitution d'un éliminateur final à un autre).

L'exploitant informera l'éliminateur (CITRON) :

- pour chaque lot enlevé, de l'origine et des caractéristiques des produits en fonction du prétraitement effectué ;
- de toutes anomalies survenues sur les déchets dans le prétraitement ;

Avant livraison, il vérifiera la conformité du lot avec les caractéristiques définies à l'article 2.

Il procédera, sur simple demande de l'éliminateur, à l'analyse ultérieure des échantillons archivés.

## **9 - CONTROLE DES VEHICULES**

L'exploitant vérifiera tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire.

L'exploitant s'assurera que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont, notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses (carte jaune du véhicule) et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refusera tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement.

## **10 - TRANSVASEMENT**

Les aires de stationnement, de chargement ou de déchargement de véhicules transportant des matières dangereuses, ou toxiques doivent être étanches, imperméables et incombustibles. Elles sont associées à une cuvette de rétention capable de recueillir tout écoulement accidentel.

Les opérations de chargement et de déchargement sont confiées exclusivement à du personnel averti des risques encourus et formé aux mesures de prévention à mettre en œuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre.

L'exploitant s'assurera préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chargeur) avec les déchets. Il s'assurera que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

Avant de charger un véhicule, l'exploitant s'assurera que :

- le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité.

## **11 - ECHANTILLONS**

L'exploitant prélèvera un échantillon, aussi représentatif que possible, de tout déchet arrivant et sortant du site.

Cette prise d'échantillon aura pour but de vérifier la conformité avec, d'une part, pour les produits réceptionnés, les caractéristiques définies à l'article 1 ci-dessus, attestées par des analyses effectuées au centre de transit et de regroupement, et d'autre part, pour les produits livrés, les spécifications définies à l'article 2.

Un échantillon sera archivé 3 mois à partir de l'opération qui l'aura généré.

## **12 - REGISTRES D'ENTREE ET SORTIE**

L'exploitant tiendra les registres suivants :

- **Registre d'entrée** : chaque entrée fera l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur ou du centre de regroupement, la nature et la quantité du déchet, les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse), les modalités de transport et l'identité du transporteur, la référence du certificat d'acceptation préalable. Il mentionne également le lieu de stockage (cellule), éventuellement le mode de regroupement et la destination finale envisagée.
- **Registre de sortie** : chaque sortie fera l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, la nature et la quantité du chargement, le mode de prétraitement ou de regroupement effectué, les éventuels incidents et l'origine des déchets composant le chargement, les modalités de transport et l'identité du transporteur.

- **Registre d'opération** : chaque opération effectuée sur les déchets dans le centre, y compris pour tout regroupement, est notée sur un carnet de bord qui sera archivé un an. Une compatibilité précise de la gestion des regroupements doit être effectuée.

Par ailleurs, l'exploitant vérifiera à date fixe la cohérence en terme de bilan matière des déchets, entrés, regroupés et sortis.

Ces registres seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et *une déclaration mensuelle de la gestion des déchets lui sera adressée par l'exploitant.*

# **ANNEXE 1**

## **Déchets autorisés**

## Traitement : Déchets autorisés pour la fabrication d'agents réducteurs

Certains de ces déchets sont considérés comme DTQD ou DMS s'ils ne sont pas livrés en quantité suffisante (quantité inférieure à 50 kg).  
(ces déchets sont inscrits en italique dans le tableau ci-dessous ).

CODE	DESIGNATION DES DECHETS
01 00 00	DÉCHETS PROVENANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES MINES, ET DES CARRIÈRES, ET DE LA PRÉPARATION ET DU TRAITEMENT ULTÉRIEUR DE MINÉRAIS
01 03 00	déchets provenant de la transformation physique et chimique ultérieure des minéraux métalliques
01 03 03	boues rouges issues de la production d'alumine
03 00 00	DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS, DE LA PRODUCTION DE PAPIER, DE CARTON, DE PÂTE À PAPIER, DE PANNEAUX ET DE MEUBLES
03 01 00	déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles
03 01 02	sciure de bois
05 07 00	déchets provenant de la purification du gaz naturel
05 07 01	-DIS boues contenant du mercure
06 03 00	déchets de sels et leurs solutions
06 03 12	sels et solutions contenant des composés organiques
06 04 00	déchets contenant des métaux
06 04 01	oxydes métalliques
06 04 02	-DIS sels métalliques (sauf 06 03 00)
06 04 03	-DIS déchets contenant de l'arsenic
06 04 04	-DIS déchets contenant du mercure
06 04 05	-DIS déchets contenant d'autres métaux lourds
06 05 00	boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents
06 05 01	boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents
07 00 00	DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE
07 01 00	déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base
07 01 01	-DIS eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 01 02	boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents
07 01 03	-DIS solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 01 04	-DIS autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 02 00	déchets provenant de la FFDDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques
07 02 01	-DIS eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 02 02	boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents
07 02 03	-DIS solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 02 04	-DIS autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 03 00	déchets provenant de la FFDDU de teintures et pigments organiques (sauf 06 11 00)
07 03 01	-DIS eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 03 02	boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents
07 03 03	-DIS solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 03 04	-DIS autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 04 00	déchets provenant de la FFDDU des pesticides organiques (sauf 02 01 05)
07 04 01	-DIS eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses

07 04 02		boues provenant du traitement in situ des effluents
07 04 03	-DIS	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 04 04	-DIS	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
<b>07 05 00</b>		<b>déchets provenant de la FFDU des substances actives pharmaceutiques</b>
07 05 01	-DIS	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 05 02		boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents
07 05 03	-DIS	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 05 04	-DIS	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
<b>07 06 00</b>		<b>déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques</b>
07 06 01	-DIS	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 06 02		boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents
07 06 03	-DIS	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 06 04	-DIS	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
<b>07 07 00</b>		<b>déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs</b>
07 07 01	-DIS	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 07 02		boues provenant du traitement in situ des effluents
07 07 03	-DIS	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 07 04	-DIS	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
<b>08 00 00</b>		<b>DÉCHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVÊTEMENT (PEINTURES, VERNIS ET ÉMAUX VITRIFIÉS), MASTICS ET ENCRE D'IMPRESSION</b>
<b>08 01 00</b>		<b>déchets provenant de la FFDU de peintures et vernis</b>
08 01 01	-DIS	déchets de peintures et vernis contenant des solvants halogénés
08 01 02	-DIS	déchets de peintures et vernis contenant des solvants non halogénés
08 01 03		déchets de peintures et vernis à l'eau
08 01 04		déchets de peintures en poudre
08 01 05		peintures et vernis séchés
08 01 06	-DIS	boues provenant du décapage de peintures et vernis contenant des solvants halogénés
08 01 07	-DIS	boues provenant du décapage de peintures et vernis contenant des solvants non halogénés
08 01 08		boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis
08 01 09		déchets du décapage de peintures ou vernis à l'eau (sauf 080105 et 080106)
08 01 10		suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis
<b>08 02 00</b>		<b>déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris émaux)</b>
08 02 01		déchets de produits de revêtement en poudre
08 02 02		boues aqueuses contenant des émaux
08 02 03		suspensions aqueuses contenant des émaux
<b>08 03 00</b>		<b>déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression</b>
08 03 01	-DIS	déchets d'encre contenant des solvants halogénés
08 03 02	-DIS	déchets d'encre contenant des solvants non halogénés
08 03 03		déchets provenant d'encre à l'eau
08 03 04		encre séchée
08 03 05	-DIS	boues d'encre contenant des solvants halogénés
08 03 06	-DIS	boues d'encre contenant des solvants non halogénés
08 03 07		déchet liquide aqueux contenant de l'encre
08 03 08		déchets de toner d'impression (y compris les cartouches)
<b>08 04 00</b>		<b>déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)</b>
08 04 01	-DIS	déchets de colles et mastics contenant des solvants halogénés
08 04 02	-DIS	déchets de colles et mastics contenant des solvants non halogénés
08 04 03		déchets provenant de colles et mastics à l'eau

08 04 04		colles et mastics séchés
08 04 05	-DIS	boues de colles et mastics contenant des solvants halogénés
08 04 06	-DIS	boues de colles et mastics contenant des solvants non halogénés
08 04 07		boues aqueuses contenant des colles et mastics
08 04 08		suspensions aqueuses contenant des colles et mastics
12 00 00		<b>DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES</b>
12 01 00		déchets provenant de la mise en forme (forge, soudure, presse, étirage, tournage, découpe, fraisage)
12 01 06	-DIS	huiles d'usinage usées, contenant des halogènes (pas sous forme d'émulsion)
12 01 07	-DIS	huiles d'usinage usées, sans halogène (pas sous forme d'émulsion)
12 01 08	-DIS	émulsions d'usinage, contenant des halogènes
12 01 09	-DIS	émulsions d'usinage usées, sans halogènes
12 01 10	-DIS	huiles d'usinage de synthèse
12 01 11	-DIS	boues d'usinage
12 01 12	-DIS	déchets de cires et graisses
12 01 13		déchets de soudure
12 02 00		<b>déchets du traitement mécanique des surfaces (grenaillage, meulage, affûtage, polissage)</b>
12 02 02		boues provenant du meulage et de l'affûtage
12 02 03		boues de polissage
19 00 00		<b>DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE L'INDUSTRIE DE L'EAU</b>
19 02 00		déchets provenant des traitements physico-chimiques spécifiques des déchets industriels hors site de production (par exemple déchromatation, décyanuration, neutralisation)
19 02 01	-DIS	boues d'hydroxydes métalliques et autres boues provenant des autres procédés d'insolubilisation des métaux

## Traitement : Déchets autorisés pour le broyage de fûts

CODE	DESIGNATION DES DECHETS
15 00 00	EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATERIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION (NON SPECIFIES AILLEURS), DONT LES DETENTEURS FINAUX NE SONT PAS LES MENAGES
15 01 00	emballages
15 01 02	emballages en matières plastiques
15 01 04	emballages métalliques



## Déchets autorisés sur la plate-forme de regroupement et de transit

### Piles

CODE	DESIGNATION DES DECHETS
16 00 00	DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LE CATALOGUE.
16 06 00	déchets de piles et accumulateurs
16 06 01 -DIS	accumulateurs au plomb
16 06 02 -DIS	accumulateurs Ni-Cd
16 06 03 -DIS	piles sèches au mercure
16 06 04	piles alcalines
16 06 06 -DIS	électrolyte de piles et accumulateurs
20 00 00	DÉCHETS MUNICIPAUX ET DECHETS ASSIMILES PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS, Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SEPARÉMENT
20 01 00	fractions collectées séparément
20 01 20	piles et accumulateurs

### Tubes fluorescents

CODE	DESIGNATION DES DECHETS
20 00 00	DÉCHETS MUNICIPAUX ET DECHETS ASSIMILES PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS, Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SEPARÉMENT
20 01 00	fractions collectées séparément
20 01 21	tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure

### Pneus

CODE	DESIGNATION DES DECHETS
16 00 00	DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LE CATALOGUE,
16 01 00	véhicules retirés de la circulation
16 01 03	pneus usés

### DTOD et DMS

CODE	DESIGNATION DES DECHETS
03 00 00	DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS, DE LA PRODUCTION DE PAPIER, DE CARTON, DE PÂTE À PAPIER, DE PANNEAUX ET DE MEUBLES
03 02 00	déchets des produits de protection du bois
03 02 01 -DIS	composés organiques non halogénés de protection du bois
03 02 02 -DIS	composés organochlorés de protection du bois
03 02 03 -DIS	composés organométalliques de protection du bois
03 02 04 -DIS	composés inorganiques de protection du bois
03 03 00	déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier
03 03 03	boues de blanchiment provenant des procédés à l'hypochlorite et au chlore
03 03 05	boues de désencrage provenant du recyclage du papier
04 00 00	DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR ET DU TEXTILE
04 01 00	déchets de l'industrie du cuir
04 01 03 -DIS	déchets de dégraissage contenant des solvants sans phase liquide
04 01 06	boues contenant du chrome

04 02 00		déchets de l'industrie textile
04 02 09		matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère)
04 02 10		matière organique issue de produits naturels (par exemple graisse, cire)
04 02 11	-DIS	déchets halogénés provenant de l'habillement et des finitions
04 02 13		teintures et pigments
05 00 00		<b>DÉCHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PÉTROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON</b>
05 01 00		<b>boues et déchets solides contenant des hydrocarbures</b>
05 01 01		boues provenant du traitement <i>in situ</i> d'effluents
05 01 02		boues de dessalage
05 01 03	-DIS	boues de fond de cuves
05 01 04	-DIS	boues d'alkyles acides
05 01 05	-DIS	hydrocarbures accidentellement répandus
05 01 06		boues provenant des équipements et des opérations de maintenance
05 01 07	-DIS	goudrons acides
05 01 08	-DIS	autres goudrons et bitumes
05 01 99		déchets non spécifiés ailleurs
05 03 00		<b>catalyseurs usés</b>
05 03 01		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
05 03 02		autres catalyseurs usés
05 08 00		<b>déchets provenant de la régénération de l'huile</b>
05 08 01	-DIS	argiles de filtration usées
05 08 02	-DIS	goudrons acides
05 08 03	-DIS	autres goudrons
05 08 04	-DIS	déchets liquides aqueux provenant de la régénération de l'huile
05 08 99		déchets non spécifiés ailleurs
06 00 00		<b>DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE MINÉRALE</b>
06 01 00		<b>déchets de solutions acides</b>
06 01 01	-DIS	acide sulfurique et acide sulfureux
06 01 02	-DIS	acide chlorhydrique
06 01 03	-DIS	acide fluorhydrique
06 01 04	-DIS	acide phosphorique et acide phosphoreux
06 01 05	-DIS	acide nitrique et acide nitreux
06 02 00		<b>déchets de solutions alcalines</b>
06 02 01	-DIS	hydroxyde de calcium
06 02 02	-DIS	soude
06 02 03	-DIS	ammoniaque
06 03 00		<b>déchets de sels et leurs solutions</b>
06 03 01		carbonates (sauf 02 04 02 et 19 10 03)
06 03 02		solutions salines contenant des sulfates, des sulfites ou des sulfures
06 03 03		sels solides contenant des sulfates, des sulfites ou des sulfures
06 03 04		solutions salines contenant des chlorures, fluorures et autres halogénures
06 03 05		sels solides contenant des chlorures, fluorures ou autres halogénures
06 03 06		solutions salines contenant des phosphates et sels solides dérivés
06 03 07		phosphates et sels solides dérivés
06 03 08		solutions salines contenant des nitrates et composés dérivés
06 03 09		sels solides contenant des nitrures (nitrométalliques)
06 03 10		sels solides contenant de l'ammonium
06 03 11	-DIS	sels et solutions contenant des cyanures

06 07 00		déchets provenant de la chimie des halogènes
06 07 02	-DIS	déchets de charbon actif utilisé pour la production du chlore
06 11 00		déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants
06 11 01		gypse provenant de la production de dioxyde de titane
06 12 00		déchets provenant de la production, de l'utilisation et de la régénération des catalyseurs
06 12 01		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
06 12 02		autres catalyseurs usés
06 13 00		déchets d'autres procédés de la chimie minérale
06 13 01	-DIS	pesticides inorganiques, biocides et agents de protection du bois
06 13 02	-DIS	charbon actif usé (sauf 06 07 02)
06 13 03		noir de carbone
07 00 00		<b>DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE</b>
07 01 00		déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base
07 01 05		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
07 01 06		autres catalyseurs usés
07 01 07	-DIS	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
07 01 08	-DIS	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 01 09	-DIS	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
07 01 10	-DIS	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 02 00		déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques
07 02 05		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
07 02 06		autres catalyseurs usés
07 02 07	-DIS	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
07 02 08	-DIS	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 02 09	-DIS	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
07 02 10	-DIS	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 03 00		déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf 06 11 00)
07 03 05		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
07 03 06		autres catalyseurs usés
07 03 07	-DIS	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
07 03 08	-DIS	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 03 09	-DIS	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
07 03 10	-DIS	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 04 00		déchets provenant de la FFDU des pesticides organiques (sauf 02 01 05)
07 04 05		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
07 04 06		autres catalyseurs usés
07 04 07	-DIS	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
07 04 08	-DIS	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 04 09	-DIS	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
07 04 10	-DIS	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 05 00		déchets provenant de la FFDU des substances actives pharmaceutiques
07 05 05		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
07 05 06		autres catalyseurs usés
07 05 07	-DIS	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
07 05 08	-DIS	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 05 09	-DIS	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
07 05 10	-DIS	autres gâteaux de filtration et absorbants usés

07 06 00		déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques
07 06 05		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
07 06 06		autres catalyseurs usés
07 06 07	-DIS	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
07 06 08	-DIS	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 06 09	-DIS	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
07 06 10	-DIS	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 07 00		déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs
07 07 05		catalyseurs usés contenant des métaux précieux
07 07 06		autres catalyseurs usés
07 07 07	-DIS	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
07 07 08	-DIS	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 07 09	-DIS	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
07 07 10	-DIS	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
09 00 00		DÉCHETS PROVENANT DE L'INDUSTRIE PHOTOGRAPHIQUE
09 01 00		déchets de l'industrie photographique
09 01 01	-DIS	bains de développement aqueux contenant un activateur
09 01 02	-DIS	bains de développement aqueux pour plaques offset
09 01 03	-DIS	bains de développement solvants
09 01 04	-DIS	bains de fixation
09 01 05	-DIS	bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation
09 01 06	-DIS	déchets contenant de l'argent provenant du traitement in situ des déchets photographiques
09 01 07		pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent
09 01 08		pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent
09 01 09		appareils photographiques à usage unique contenant des piles
10 00 00		DÉCHETS INORGANIQUES PROVENANT DES PROCÉDÉS THERMIQUES
10 01 00		déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf 19 00 00)
10 01 07		boues de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée
10 01 08		autres boues provenant de l'épuration des fumées
10 01 09	-DIS	acide sulfurique
10 01 10		catalyseurs usés provenant par exemple de l'élimination des NOx
10 01 11		boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières
10 02 00		déchets provenant de l'industrie sidérurgique
10 02 04		boues provenant de l'épuration des fumées
10 02 05		autres boues
10 03 00		déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium
10 03 14		boues provenant de l'épuration des fumées
10 04 00		déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb
10 04 06	-DIS	déchets solides provenant de l'épuration des fumées
10 04 07	-DIS	boues provenant de l'épuration des fumées
10 05 00		déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc
10 05 06	-DIS	boues provenant de l'épuration des fumées
10 05 07		revêtements et réfractaires usés
10 06 00		déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre
10 06 07	-DIS	boues provenant de l'épuration des fumées

10 08 00		déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux
10 08 06		boues provenant de l'épuration des fumées
10 09 00		déchets de fonderie de métaux ferreux
10 09 01		noyaux et moules de fonderie contenant des liants organiques n'ayant pas subi la coulée
10 09 02		noyaux et moules de fonderie contenant des liants organiques ayant subi la coulée
10 10 00		déchets de fonderie de métaux non ferreux
10 10 01		noyaux et moules de fonderie contenant des liants organiques n'ayant pas subi la coulée
10 10 02		noyaux et moules de fonderie contenant des liants organiques ayant subi la coulée
10 11 00		déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers
10 11 07		boues provenant de l'épuration des fumées
10 12 00		déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction
10 12 05		boues provenant de l'épuration des fumées
11 00 00		<b>DÉCHETS INORGANQUES CONTENANT DES MÉTAUX, PROVENANT DU TRAITEMENT ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX</b>
11 01 00		déchets liquides et boues provenant du traitement et du revêtement des métaux par exemple procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, gravure, phosphatation et de dégraissage alcalin
11 01 01	-DIS	déchets cyanurés (alcalins) contenant des métaux lourds autres que le chrome
11 01 02	-DIS	déchets cyanurés (alcalins) sans métaux lourds
11 01 03	-DIS	déchets non cyanurés contenant du chrome
11 01 04		déchets non cyanurés ne contenant pas de chrome
11 01 05	-DIS	solutions de décapage acide
11 01 06	-DIS	acides non spécifiés ailleurs
11 01 07	-DIS	alcalis non spécifiés ailleurs
11 01 08	-DIS	boues de phosphatation
11 02 00		déchets et boues provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux
11 02 01		boues provenant de l'hydrométallurgie du cuivre
11 02 02	-DIS	boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (y compris jarosite et goethite)
11 02 03		déchets provenant de la production d'anodes pour les procédés d'électrolyse aqueuse
11 02 04		boues non spécifiées par ailleurs
11 03 00		boues et solides provenant de la trempe
11 03 01	-DIS	déchets cyanurés
11 03 02	-DIS	autres déchets
11 04 00		autres déchets inorganiques contenant des métaux non spécifiés ailleurs
11 04 01		autres déchets inorganiques contenant des métaux non spécifiés ailleurs
13 00 00		<b>HUILES USÉES (SAUF HUILES COMESTIBLES ET CATEGORIES 05 00 00 et 12 00 00)</b>
13 01 00		huiles hydrauliques et liquides de frein usés
13 01 01	-DIS	huiles hydrauliques contenant des PCB ou des PCT
13 01 02	-DIS	autres huiles hydrauliques chlorées (hors émulsions)
13 01 03	-DIS	huiles hydrauliques non chlorées (hors émulsions)
13 01 04	-DIS	autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions)
13 01 05	-DIS	huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)
13 01 06	-DIS	huiles hydrauliques minérales
13 01 07	-DIS	autres huiles hydrauliques
13 01 08	-DIS	liquides de frein

13 02 00		<b>huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification usées</b>
13 02 01	-DIS	huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification chlorées
13 02 02	-DIS	huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification non chlorées
13 02 03	-DIS	autres huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification
13 03 00		<b>huiles isolantes, fluides caloporteurs et autres liquides usés</b>
13 03 01	-DIS	huiles isolantes et fluides caloporteurs et autres liquides contenant des PCB ou des PCT
13 03 02	-DIS	autres huiles isolantes, fluides caloporteurs et autres liquides chlorés
13 03 03	-DIS	huiles isolantes, fluides caloporteurs et autres liquides non chlorés
13 03 04	-DIS	huiles isolantes, fluides caloporteurs et autres liquides de synthèse
13 03 05	-DIS	huiles isolantes, fluides caloporteurs et autres fluides d'origine minérale
13 04 00		<b>hydrocarbures de fond de cale</b>
13 04 01	-DIS	hydrocarbures de fond de cale provenant de navigation fluviale
13 04 02	-DIS	hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de môles
13 04 03	-DIS	hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation
13 05 00		<b>contenu de séparateurs eau/hydrocarbures</b>
13 05 01	-DIS	déchets solides provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 02	-DIS	boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 03	-DIS	boues provenant de déshuileurs
13 05 04	-DIS	boues ou émulsions de dessalage
13 05 05	-DIS	autres émulsions
14 00 00		<b>DÉCHETS PROVENANT DE SUBSTANCES ORGANIQUES EMPLOYÉES COMME SOLVANTS (SAUF CATEGORIES 07 00 00 et 08 00 00)</b>
14 01 00		<b>déchets provenant du dégraissage des métaux et de l'entretien des machines</b>
14 01 02	-DIS	autres solvants et mélanges de solvants halogénés
14 01 03	-DIS	autres solvants et mélanges de solvants
14 01 04	-DIS	mélanges aqueux de solvants halogénés
14 01 05	-DIS	mélanges aqueux de solvants non halogénés
14 01 06	-DIS	boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés
14 01 07	-DIS	boues ou déchets solides sans solvants halogénés
14 02 00		<b>déchets provenant du nettoyage des textiles et dégraissage de produits naturels</b>
14 02 01	-DIS	solvants et mélanges de solvants halogénés
14 02 02	-DIS	mélanges de solvants ou liquides organiques sans solvants halogénés
14 02 03	-DIS	boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés
14 02 04	-DIS	boues ou déchets solides contenant d'autres solvants
14 03 00		<b>déchets provenant de l'industrie électronique</b>
14 03 02	-DIS	autres solvants halogénés
14 03 03	-DIS	solvants et mélanges de solvants sans solvants halogénés
14 03 04	-DIS	boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés
14 03 05	-DIS	boues ou déchets solides contenant d'autres solvants
14 04 00		<b>déchets de réfrigérants et de gaz propulseurs d'aérosols</b>
14 04 02	-DIS	autres solvants et mélanges de solvants halogénés
14 04 03	-DIS	autres solvants et mélanges de solvants
14 04 04	-DIS	boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés
14 04 05	-DIS	boues ou déchets solides contenant d'autres solvants
14 05 00		<b>déchets provenant de la récupération de solvants et de réfrigérants (culots de distillation)</b>
14 05 02	-DIS	autres solvants et mélanges de solvants halogénés
14 05 03	-DIS	autres solvants et mélanges de solvants

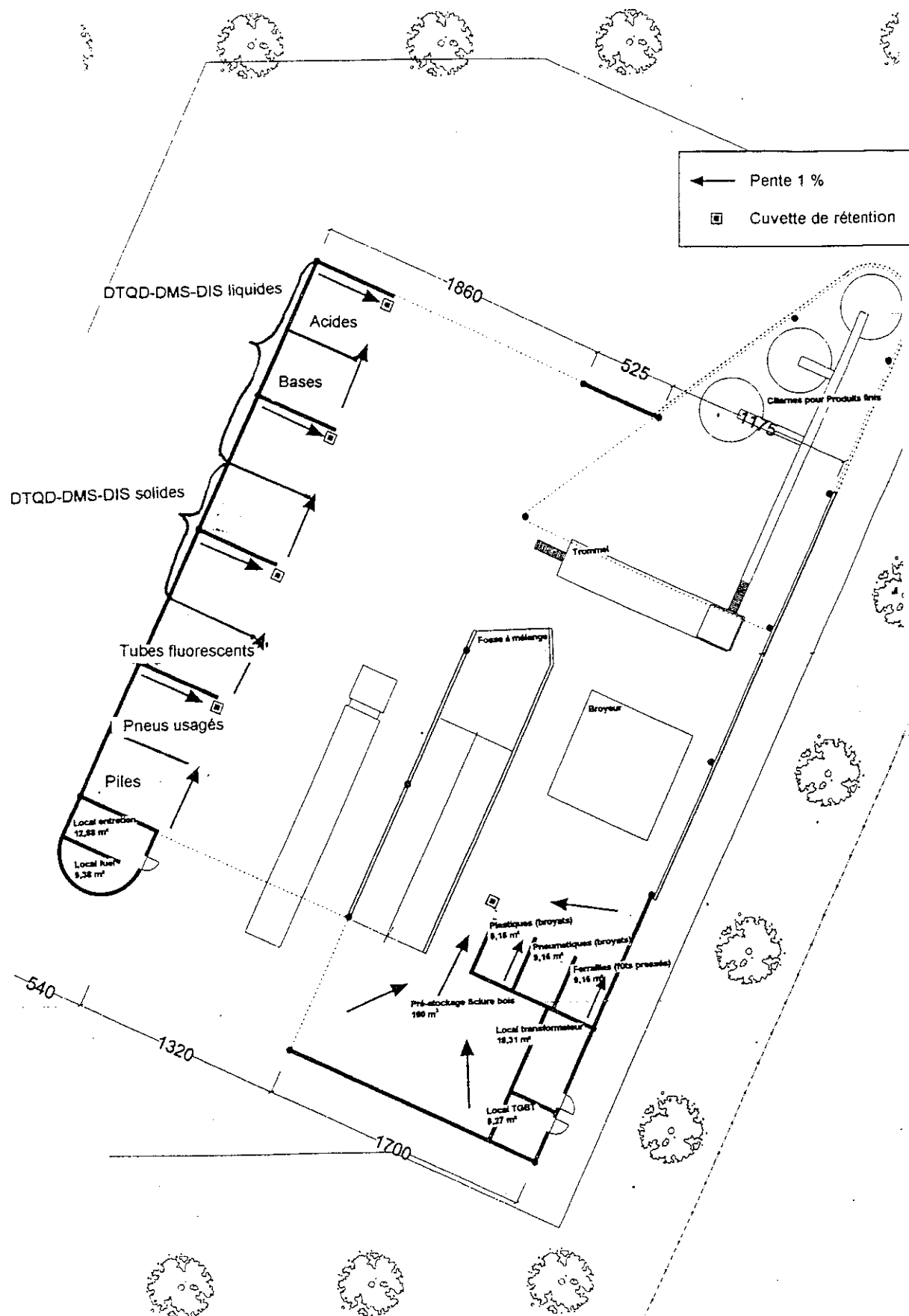
14 05 04	-DIS	boues contenant des solvants halogénés
14 05 05	-DIS	boues contenant d'autres solvants
15 00 00		<b>EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION (NON SPECIFIÉS AILLEURS), DONT LES DETENTEURS FINAUX NE SONT PAS LES MÉNAGES</b>
15 01 00		<b>emballages</b>
15 01 02		emballages en matières plastiques
15 01 04		emballages métalliques
15 02 00		<b>absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection</b>
15 02 01		absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection
16 00 00		<b>DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LE CATALOGUE.</b>
16 01 00		<b>véhicules retirés de la circulation</b>
16 01 01		catalyseurs retirés des véhicules, contenant des métaux précieux
16 01 02		autres catalyseurs retirés des véhicules
16 01 03		pneus usés
16 07 00		<b>déchets provenant du nettoyage des cuves de transport et de stockage (sauf catégorie 05 00 00 et 12 00 00)</b>
16 07 01	-DIS	déchets provenant du nettoyage des cuves de transport maritime, contenant des produits chimiques
16 07 02	-DIS	déchets provenant du nettoyage des cuves de transport maritime, contenant des hydrocarbures
16 07 03	-DIS	déchets prov. du nettoyage des cuves de transport ferroviaire et routier, contenant des hydrocarbures
16 07 04	-DIS	déchets prov. du nettoyage des cuves de transport ferroviaire et routier, contenant des prod. chim.
16 07 05	-DIS	déchets provenant du nettoyage des cuves de stockage, contenant des produits chimiques
16 07 06	-DIS	déchets provenant du nettoyage des cuves de stockage, contenant des hydrocarbures
16 07 07		déchets solides de navires
16 07 99		déchets non spécifiés ailleurs
18 00 00		<b>DÉCHETS PROVENANT DES SOINS MÉDICAUX OU VÉTÉRINAIRES ET/OU DE LA RECHERCHE ASSOCIÉE MÉDICAUX)</b>
18 01 00		<b>déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme</b>
18 01 04		déchets dont la collecte et l'élimination nécessitent des prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection
18 01 05		produits chimiques mis au rebut
18 02 00		<b>déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux</b>
18 02 03		déchets dont la collecte et l'élimination ne nécessitent pas de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection
18 02 04	-DIS	produits chimiques mis au rebut
19 00 00		<b>DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE L'INDUSTRIE DE L'EAU</b>
19 01 00		<b>déchets de l'incinération ou de la pyrolyse des déchets municipaux et déchets assimilés</b>
19 01 06	-DIS	déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux
19 01 09		catalyseurs usés provenant par exemple de l'élimination des NOx
19 01 10	-DIS	charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées
19 04 00		<b>déchets vitrifiés et déchets provenant de la vitrification</b>
19 04 04		déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés
19 08 00		<b>déchets provenant d'installations de traitement d'eaux usées non spécifiés ailleurs</b>
19 08 03	-DIS	mélange de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eau usée
19 08 04		boues provenant du traitement des eaux usées industrielles
19 08 05		boues provenant du traitement des eaux usées urbaines
19 08 06	-DIS	résines échangeuses d'ions saturées ou usées
19 08 07	-DIS	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions

19 09 00	déchets provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel
19 09 02	boues de clarification d'eau
19 09 03	boues de décarbonatation
19 09 04	charbon actif usé
19 09 05	résines échangeuses d'ions saturés ou usées
19 09 06	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions
20 00 00	DÉCHETS MUNICIPAUX ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS, Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT
20 01 00	fractions collectées séparément
20 01 12	Peinture, encres, colles et résines
20 01 13	Solvants
20 01 14	Acides
20 01 15	déchets basiques
20 01 16	Détergents
20 01 17	Produits chimiques de la photographie



## **ANNEXE II**

# **PLAN DE LA PLATE-FORME**



# SOMMAIRE

<b>A : PRESCRIPTIONS GENERALES</b>	<b>2</b>
1 - OBJET	2
1.1 - Conditions générales de l'arrêté préfectoral	2
1.2 - Liste des installations autorisées	2
2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION	3
2.1 - Conformité au dossier et modifications	3
2.2 - Déclaration des incidents et accidents	3
2.3 - Prévention des dangers et nuisances	3
2.4 - Consignes	3
2.5 - Réglementation générale - Arrêtés ministériels	3
2.6 - Arrêtés types	4
2.7 - Insertion dans le paysage	4
2.8 - Prise en compte de la loi Littoral	4
3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	4
3.1 - Prévention des pollutions accidentelles	4
3.2 - Etanchéification des surfaces	4
3.3 - Stockages	4
3.4 - Capacité de confinement	5
3.5 - Eaux pluviales polluées	5
3.6 - Eaux pluviales non polluées	5
3.7 - Réseau	6
3.8 - Prélèvements et consommation d'eau	6
3.9 - Rejet en nappe	6
3.10 - Entretien du décanteur-séparateur d'hydrocarbures	6
3.11 - Valeurs limites de rejet	6
3.11.1 - Généralités	6
3.11.2 - Emplacement des rejets au milieu naturel - Aménagement	7
3.11.3 - Eaux résiduelles - Eaux pluviales	7
3.11.4 - Eaux vannes	7
3.12 - Contrôles extérieurs	7
4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR	7
4.1 - Emissions de polluants - Brûlage	7
4.2 - Conception des installations	7
4.3 - Emissions diffuses - Poussières	8
4.4 - Odeurs	8
5 - RECYCLAGE ET ELIMINATION DES DECHETS	8
5.1 - Prévention	8
5.2 - Collecte	8
5.3 - Elimination	8
5.4 - Transport et transvasement	9
5.5 - Registre	9
5.6 - Application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985	9
5.7 - Traitements internes	9
5.8 - Déchets d'emballages	10
5.9 - Déchets ultimes	10
5.10 - Huiles usagées	10
6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES	10
6.1 - Prévention	10
6.2 - Transport - Manutention	10
6.3 - Avertisseurs	10
6.4 - Niveaux sonores en limite de propriété	10
6.5 - Mesure des valeurs d'émission	11

7 - PREVENTION DES RISQUES .....	11
7.0 - Gestion de la prévention des risques .....	11
7.1 - Consignes .....	12
7.1.1 - Consignes de sécurité.....	12
7.1.2 - Consignes en cas d'accident .....	12
7.1.3 - Permis de feu ou de travail .....	12
7.2 - Vérification .....	12
7.3 - Organes de manœuvre .....	13
7.4 - Installations électriques et risques liés à la foudre.....	13
7.5 - Affichage.....	13
7.6 - Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre.....	13
7.6.1 - Poteaux incendie.....	13
7.6.2 - RIA .....	13
7.6.3 - Extincteurs.....	13
7.7 - Exercices Incendie et information du personnel.....	14
7.8 - Alarme d'évacuation.....	14
7.9 - Evacuation du personnel.....	14
7.10 - Information des Services de Secours.....	14
7.11 - Protection des installations électriques contre les poussières.....	14
7.12 - Accès de secours - Voies de circulation.....	14
7.13 - Clôture - Gardiennage.....	14
8 - DISPOSITIONS DIVERSES .....	15
8.1 - Contrôle.....	15
8.2 - Transfert - Changement d'exploitant.....	15
8.3 - Annulation - Déchéance - Cessation d'activité .....	15
<b>B - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES .....</b>	<b>16</b>
1 - ACIVITES .....	16
1.1 - Installation de traitement : Fabrication d'agents réducteurs.....	16
1.2 - Installation de traitement : Broyage de fûts souillés.....	16
1.3 - Plate-forme de transit : Regroupement et transit de déchets .....	16
2- DECHETS AUTORISES .....	16
2.1 - Déchets autorisés, quantité et stock.....	16
2.2 - Origine des déchets.....	17
2.3 - Cas des déchets à traiter ( déchets liquides ou pâteux et fûts).....	17
2.4 - Cas des déchets de la plate-forme de transit.....	18
2.5 - Déchets interdits .....	19
3 - FILIERES .....	19
4 - MOYENS D'ANALYSE .....	20
5 - PROCEDURES D'ADMISSION DES DECHETS .....	20
5.1 Procédure d'acceptation .....	20
5.2. Certificat d'acceptation.....	20
5.3 - Contrôle des déchets.....	21
6 - TRANSIT ET/OU REGROUPEMENT .....	21
7 - STOCKAGE DES DECHETS.....	21
8 - ENLEVEMENT DES DECHETS TRAITES .....	21
9 - CONTROLE DES VEHICULES .....	22
10 - TRANSVASEMENT .....	22
11 - ECHANTILLONS.....	22
12 - REGISTRES D'ENTREE ET SORTIE .....	22